

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

PIAEPAL : livrer les travaux dès le premier trimestre 2024 !

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

FACE au grand retard accusé dans la réalisation des chantiers du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal), le nouveau ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Jeannot Kalima, a sommé les entreprises adjudicataires de livrer les travaux avant la fin du premier trimestre 2024. Le membre du gouvernement s'est d'ailleurs entretenu hier sur ce sujet avec l'ambassadeur de Chine, Li Jinjin, lors de leur première rencontre à son cabinet. Deux entreprises chinoises sont en effet engagées dans la réalisation dudit projet censé être livré avant la fin de cette année. "Nous voulons que ces travaux avancent en temps opportun. J'ai promis de parler avec les entreprises pour voir quels sont leurs problèmes et les raisons pour

expliquer ce retard. Et bien sûr, je vais leur demander d'accélérer les travaux", a indiqué le diplomate à l'issue de son échange avec le ministre.

Au total, quatre marchés avaient été attribués à différentes entreprises. Le lancement des travaux avait eu lieu le 31 mars 2021. D'un montant global de 75 milliards de francs, ledit projet comprend des travaux dans les communes de Ntoun, Owendo, Akanda et Libreville. Le programme, financé par un emprunt auprès de la BAD, doit accroître la disponibilité de l'eau potable pour 300 000 personnes supplémentaires dans le Grand Libreville.

Par ailleurs, le représentant chinois a également saisi l'occasion pour parler d'un projet de production d'électricité par biomasse. Une société chinoise est prête à récupérer les déchets issus de l'industrie du bois pour les transformer en énergie électrique.



Le gouvernement pour l'accélération de la fin des travaux du Piaepal.

AOW : trois sociétés pétrolières intéressées par le sous-sol gabonais

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA participation du Gabon à la 13e édition de l'Africa Oil Week (AOW) en Afrique du Sud du 10 au 13 octobre a été fructueuse. En effet, la délégation gabonaise conduite par le ministre du Pétrole, Marcel Abéké, a regagné Libreville en emportant avec elle de nombreux dossiers.

Lors de son intervention à la tribune, le membre du gouvernement de la Transition a réveillé l'intérêt de plusieurs sociétés pour le bassin sédimentaire gabonais. Dans les faits, les nouvelles mesures prises par les autorités gabonaises facilitant l'accès au domaine pétrolier ont été très bien accueillies par les sociétés pétrolières américaines Apache Corporation, Murphy Oil et les Britanniques de Tullow. En marge de ce forum, les responsables d'Apache Corporation dont le siège est à Houston (Texas), de Murphy Oil basée en Arkansas et ceux de la société londonienne Tullow ont, tour à tour, été reçus par Marcel Abéké.



Le ministre du Pétrole © échangeant avec les sociétés pétrolières.

" Les échanges entamés à Cape Town devraient se poursuivre à Libreville. Les garanties que nous avons données concernant la situation sociopolitique du Gabon et les nouvelles mesures pour faciliter l'activité dans notre bassin sédimentaire ont vraisemblablement rassuré les sociétés pétrolières. Plusieurs d'entre elles nous ont assuré de leur arrivée au Gabon, de leurs investissements et des intentions de s'y installer durablement", a indiqué le ministre.

La société Apache opère en mer du nord et en Égypte. Avec une production d'environ 400 000 barils/jour, ses investissements pourraient aider à développer davantage l'offshore profond

mais également des champs matures en onshore.

Pour Murphy Oil, l'idée est de mettre à profit son expérience dans l'exploitation du gaz qui est un atout majeur pour le Gabon qui se lance dans la mise en valeur de son potentiel gazier. "Nous sommes très encouragés par le message du ministre au sujet des mesures qui sont mises en place pour faciliter les investissements futurs au Gabon. Notamment une approche très pragmatique et consensuelle pour tout ce qui est bon et aussi la facilitation d'accès aux données pour l'étude du bassin sédimentaire du Gabon", a expliqué Rahul Dhir, le P-DG de Tullow.

Emprunt obligataire : le Gabon rembourse 31,2 milliards de francs

MSM
Libreville/Gabon

APRÈS sa suspension de plusieurs instances sous-régionales, le Gabon veut préserver la crédibilité de sa signature. Le gouvernement de la Transition tient, ainsi, à rassurer les bailleurs de fonds internationaux sur la capacité du Gabon à toujours honorer ses engagements financiers. Selon le Bulletin officiel de la Cote du 4 octobre 2023, l'encours de l'obligation "EOG 6.25 % NET 2019-2024" dénommé EGA05 de l'État gabonais a diminué à

la suite de l'amortissement du principal et du paiement des intérêts générés.

Une enveloppe de 31,2 milliards de francs a été apurée par l'État sur cet emprunt par appel public à l'épargne lancé le 13 septembre 2019, et qui court jusqu'en 2024. De fait, l'encours de EGA05 passe de 62,5 milliards de francs à 31,2 milliards.

Le pays vient ainsi d'honorer l'avant-dernière échéance de remboursement sur cette opération de collecte d'une enveloppe initiale de 100 milliards de francs.